

LEADER

2014-2020

APPEL A PROPOSITIONS N°6.8.b

MISE EN ŒUVRE DE PROJETS DE COOPERATION

Clôture le 13/12/2021

L'EUROPE S'ENGAGE
EN PAYS DIGNOIS



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
LE GAL DIGNOIS	4
LA COOPERATION LEADER.....	6
LE FINANCEMENT DU PROJET	7
ETAPE 1 : L'opportunité.....	7
ETAPE 2 : Le dossier de demande de subvention.....	7
ETAPE 3 : L'accord de coopération.....	8
ETAPE 4 : La programmation de votre dossier et réalisation du projet	8
ETAPE 5 : La demande de paiement, la restitution et les contrôles	8
REGLEMENT DE L'APPEL A PROPOSITIONS	10
ARTICLE 1 : La stratégie du GAL pour la coopération.....	10
ARTICLE 2 : Opérations éligibles.....	11
ARTICLE 3 : Dépenses éligibles	15
ARTICLE 4 : Dépenses inéligibles	15
ARTICLE 5 : Bénéficiaires éligibles	16
ARTICLE 6 : Autres conditions d'éligibilité.....	17
ARTICLE 7 : Modalités de financement	18
ARTICLE 8 : La sélection des dossiers	20
ARTICLE 9 : Modalités de l'appel à propositions	22
ARTICLE 10 : Engagements des candidats	23
CONTACT	24

Stratégie LEADER Dignois

« Territoire en transition vers une économie nouvelle »

Appel à propositions N°5.8.b MISE EN ŒUVRE DE PROJETS DE COOPERATION

« PERMETTRE L'ÉMERGENCE DE PROJETS DE COOPERATION ENTRE LES TERRITOIRES »

APPEL A PROPOSITIONS

Programme de Développement Rural FEADER 2014-2020**Mesure 19** : Soutien au développement local LEADER**Sous-mesure 19.3** : Actions de coopération interterritoriale et transnationale.

INFOS CLES

MODALITES : Appel à propositions ouvert et continu**CLOTURE DE L'APPEL A PROPOSITION** : 13 décembre 2021 à 17h**DATES DES ECHEANCES** : 9 juillet, 6 septembre, 4 octobre, 8 novembre et 13 décembre 2021.**Enveloppe Financière prévisionnelle FEADER de l'appel à propositions** :
142 418,53 €**Enveloppe Financière totale prévisionnelle de l'appel à propositions
(FEADER + contreparties publiques)** : 237 364,22 €

LE GAL DIGNOIS

LEADER, Liaison Entre les Actions de Développement Economique de l'Economie Rurale, est un programme de financement de projets et de développement des zones rurales. Le programme mobilise le **FEADER**, Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural. Le **FEADER** est le second pilier de la **PAC**, Politique Agricole Commune, consacré au développement rural avec pour objectif le maintien d'une agriculture compétitive et la préservation d'un patrimoine naturel riche.

Le financement des projets de coopération LEADER se fait sur la base de la **mesure 19.3** du **Programme de Développement Rural Régional** du **FEADER**.

Le programme **LEADER** est porté localement par un **GAL, Groupe d'Action Locale**, émanation du territoire regroupant des acteurs privés et publics. C'est le **GAL**, à travers son **Comité de programmation**, qui sélectionne les projets au regard de la stratégie locale qu'il a définie, et qui attribue l'aide financière européenne.

Le GAL Dignois est porté juridiquement, depuis le 1^{er} janvier 2017, par la Communauté d'agglomération **Provence Alpes Agglomération**.

A l'échelle européenne, le programme **LEADER** s'inscrit dans plusieurs **principes** : une approche ascendante, l'innovation, un partenariat public-privé, la coopération, des actions intégrées et multisectorielles, une mise en réseau des acteurs du territoire et une stratégie locale.

Les projets financés par le programme LEADER Dignois doivent s'inscrire dans la **stratégie du GAL**. Celle-ci a été définie par les acteurs locaux pour la période de **programmation 2014-2020** pour répondre aux **enjeux du territoire**.

Le **territoire du GAL Dignois** regroupe 35 communes et 31 000 habitants. Situé au cœur de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, il est un territoire de transition entre la Haute Provence et les Alpes. Fort d'un patrimoine naturel et paysager remarquable et reconnu, le territoire comprend des richesses géologiques et thermales, une diversité des productions agricoles et des richesses culturelles avec de nombreux sites classés et des musées.

La stratégie du GAL Dignois, « **Territoire en transition vers une économie nouvelle** », se base sur un certain nombre d'enjeux identifiés localement. Pour accompagner cette stratégie, le programme LEADER Dignois vise à mettre en valeur les atouts du territoire et à accompagner le développement d'activités économiques locales. En parallèle, il soutient et expérimente la mise en œuvre des services nécessaires à la population, garants de la qualité de vie du territoire et de son attractivité. Cette transition vers une économie nouvelle se structure autour d'une économie de partage, source de cohésion sociale et d'emplois.

La stratégie du GAL Dignois se décline en **10 thématiques**, chacune d'entre elles peut faire l'objet d'un Appel à Projet distinct :

Axe 1 CIRCUITS COURTS

Structurer et valoriser les filières en circuits-courts (produits agricoles et bois)

Axe 2 RENOVATION ENERGETIQUE

Développer les activités liées à l'éco-construction, la rénovation énergétique et les énergies renouvelables

Axe 3 TOURISME

Renforcer la notoriété interne et externe des activités culturelles et touristiques du territoire en créant des synergies entre les secteurs

Axe 4 MOBILITE

Développer une mobilité alternative pour tous

Axe 5 ECONOMIE

Accompagner nos entreprises pour les rendre plus compétitives

Axe 6 JEUNESSE

Avoir une meilleure qualité et une égalité des services pour nos enfants

Axe 7 SILVER-ECONOMIE

Permettre à la silver économie un réel développement pour le bien-être et le bien vivre de nos aînés

Axe 8 COOPERATION

Permettre l'émergence de projets de coopération entre les territoires

Axe 10 SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE*

Relancer les activités culturelles et sportives et préserver, valoriser et promouvoir notre patrimoine

Axe 11 SOLIDARITE ET PARTICIPATION CITOYENNE

Favoriser un nouvel essor des dynamiques de solidarité et de participation citoyenne en milieu rural

**La fiche action n°9 concerne les moyens d'animation du programme LEADER sur le territoire du GAL Dignois.*

LA COOPERATION LEADER

« Un projet de coopération est un projet de développement local mis en œuvre par au moins 2 partenaires sur au moins 2 territoires organisés »

Deux types de projets de coopération peuvent être soutenus par LEADER :

- **La coopération interterritoriale** : entre des territoires au sein de l'État membre

Le PDR PACA précise que la coopération interterritoriale au sein de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est encouragée. « L'objectif de cette coopération interterritoriale régionale est de développer des projets à une échelle supra-GAL afin de répondre à des enjeux territoriaux lorsque les problématiques le justifient (ex. mobilité, circuits courts). [...] La structuration des filières économiques à l'échelle de plusieurs GAL sera encouragée afin d'optimiser les moyens mis en œuvre dans la valorisation des ressources locales. »

- **La coopération transnationale** : entre des territoires de plusieurs États, membres ou non de l'Union européenne

Le présent appel à propositions vise à faire émerger des projets multi-acteurs renforçant la coopération entre le territoire et les autres territoires de projet en France et en Europe.

Ces projets devront s'inscrire dans un ou plusieurs champs thématiques de la stratégie locale LEADER. En effet ils viendront enrichir le projet de territoire d'une dimension interterritoriale ou transnationale en confortant les actions existantes.

LE FINANCEMENT DU PROJET

ETAPE 1 : L'opportunité

DEPOT D'UNE FICHE PROJET

Vous rencontrez l'équipe LEADER du GAL Dignois, vous prenez connaissance du règlement de l'appel à propositions et vous remplissez une **fiche projet** (la fiche projet est disponible en téléchargement sur le site internet de Provence Alpes Agglomération : <https://www.provencealpesagglo.fr/deposer-un-dossier-au-gal-dignois/>).

Votre fiche projet est présentée à d'autres techniciens de la structure ou des structures partenaires afin qu'ils établissent une **expertise technique** sur son contenu et sa plus-value au regard du territoire.

PRESENTATION DU PROJET POUR AVIS D'OPPORTUNITÉ

Votre fiche projet et l'expertise technique sont transmises aux membres du **Comité de programmation** en amont de la réunion.

Vous venez présenter votre projet et échanger avec les membres du Comité de programmation.

Le Comité donne un avis à votre projet : Favorable, Favorable sous réserve, Défavorable.

Le GAL vous transmet un courrier vous informant de cet **avis d'opportunité**.

En cas d'avis Défavorable du Comité de programmation, le projet devient inéligible, ce qui n'empêche pas le porteur d'effectuer un nouveau dépôt lors d'un Appel à Projets ultérieur.

En cas d'avis Favorable ou Favorable sous réserve, le porteur peut déposer une demande de subvention.

Attention : les **réserves** formulées par le Comité doivent être levées au moment du dépôt du dossier de demande d'aide.

ETAPE 2 : Le dossier de demande de subvention

MONTAGE DU DOSSIER

L'équipe LEADER vous accompagne dans la constitution du dossier de demande de subvention.

Attention : Pour le dépôt de votre dossier, vous devez justifier les montants demandés pour chaque dépense à l'aide de devis ou documents administratifs.

DEPOT DU DOSSIER

Vous déposez votre dossier de demande de subvention et l'équipe LEADER vous envoie un **accusé de réception de demande d'aide**.

A réception de l'accusé de réception du dépôt de votre demande d'aide, vous pouvez commencer votre projet car les dépenses deviennent éligibles. Attention, **le dépôt de dossier ne vaut cependant pas obtention de la subvention**.

L'équipe LEADER échange avec vous pour compléter votre dossier s'il y a des pièces manquantes ou non conformes et peut vous envoyer un courrier de demande de pièces complémentaires. Lorsque le dossier est complet, l'équipe LEADER vous envoie une **attestation de dossier complet**.

INSTRUCTION ET RECHERCHE DE COFINANCEURS

L'équipe LEADER instruit votre dossier et lui attribue une note à l'aide d'une grille de sélection (Cf. chapitre « Règlement de l'Appel à Projets », Art. 8 « Sélection des projets »). Cette notation permet au service instructeur d'attribuer un rang à chaque projet d'un même Appel à Projets. Les projets retenus seront subventionnés par ordre de rang, et ce jusqu'à épuisement de l'enveloppe financière.

Une fois l'instruction du dossier terminée, l'équipe LEADER sollicite les cofinanceurs pour qu'ils interviennent financièrement en contrepartie du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural).

ETAPE 3 : L'accord de coopération

L'accord de coopération est le document qui officialise la coopération entre les partenaires du projet. Sa signature est obligatoire et doit intervenir avant la signature de la convention attributive de FEADER. L'équipe technique du GAL accompagne les porteurs pour la rédaction de l'accord de coopération.

ETAPE 4 : La programmation de votre dossier et réalisation du projet

L'AVIS DE PROGRAMMATION

Votre projet est présenté une seconde fois au Comité de programmation. Celui-ci prend connaissance de la note attribuée lors de l'instruction, constate le cofinancement du projet, décide de l'attribution du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) et, le cas échéant, programme le dossier. Le Comité de Programmation pour sélection des projets présentés dans le cadre du présent Appel à Propositions sera convoqué à partir du **mois d'avril 2022 (date prévisionnelle)**.

CONVENTIONNEMENT ET REALISATION DU PROJET

Vous signez une convention d'attribution de l'aide FEADER avec la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération, structure porteuse du GAL.
Vous démarrez ou poursuivez la réalisation de votre projet.
Vous informez régulièrement l'équipe LEADER de l'avancement de la réalisation de votre projet et respectez les règles de publicité du programme européen.

ETAPE 5 : La demande de paiement, la restitution et les contrôles

DEMANDES DE PAIEMENT ET RESTITUTION

En cours de réalisation ou à la fin du projet, vous pouvez faire une ou deux demandes d'acomptes et une demande de solde.

Le paiement est effectué uniquement sur la base de factures acquittées et des actions réalisées, sur présentation des justificatifs. Vous joignez ces éléments au [formulaire de demande de paiement](#).

L'équipe LEADER vérifie les réalisations prévues dans le projet et instruit votre demande, puis l'ASP (Agence de Service et de Paiements) verse la subvention.

Lors de la demande de solde (dernier paiement), vous devez produire un rapport d'exécution faisant le bilan de votre projet.

CONTROLES

Des contrôles peuvent être réalisés à plusieurs étapes par différents organismes (le GAL, l'Union européenne, l'Agence de Services et de Paiement, la Cour des Comptes, les cofinanceurs, etc.). Ces contrôles sont principalement axés sur le respect de la convention et des obligations publicitaires, le respect des procédures des marchés publics et le maintien des investissements à destination du projet. Les contrôles sont effectués sur la base du dossier ou directement sur place. Ils peuvent aboutir à des sanctions financières.

Afin d'anticiper ces contrôles, et pour assurer la lisibilité des comptes, nous vous conseillons de tenir une comptabilité séparée pour les dépenses relatives au projet LEADER.

REGLEMENT DE L'APPEL A PROPOSITIONS

ARTICLE 1 : La stratégie du GAL pour la coopération

La coopération est une opportunité dans le sens où elle donne l'occasion aux acteurs locaux d'élargir leurs horizons afin de renforcer la stratégie locale. Il s'agit d'un réel outil apportant une plus-value aux actions de la stratégie de développement local, elle permet d'expérimenter de nouvelles actions, d'échanger les bonnes pratiques, d'acquérir et transférer de nouvelles compétences, développer avec les partenaires de nouvelles solutions, nouveaux produits, nouveaux modes de fonctionnement, de capitaliser les actions, en résumé, la coopération doit enrichir et prolonger la stratégie locale.

Les projets de coopération se concrétiseront par la mise en place d'actions communes avec les partenaires régionaux, français, européens ou extra-européens. Ces actions pourront être interterritoriales et en priorité avec des GAL et partenaires voisins ayant mis en œuvre des axes de développement similaires aux nôtres ou transnationales. Les projets seront bien évidemment en lien direct avec la stratégie.

Exemples d'actions de coopération : la Mobilité en milieu rural ; l'Approvisionnement en produits locaux hors domicile ; le Projet autour des matériaux éco-construction ; la Coopération en lien avec la rénovation énergétique ; la Structuration de la filière bois ; Tourisme et culture autour du Géoparc; de la valorisation du patrimoine géologique; Villes Porte du Verdon, Destination Verdon....

Objectifs transversaux : Les actions financées devront contribuer au maximum aux objectifs transversaux de la stratégie LEADER : participer à la transition écologique et énergétique et promouvoir l'intelligence collective par la mise en réseau des acteurs du territoire.

ARTICLE 2 : Opérations éligibles

Opérations s'inscrivant dans les axes thématiques de la stratégie locale du GAL Dignois :

➤ Circuits courts

- Ateliers de transformation collectifs ayant par objet la production en circuits courts.
- Création de points de vente collectifs de produits agricoles et artisanaux
- Aide à la structuration de filières en circuits-courts
- Création d'une logistique de transport d'approvisionnement en circuits courts
- Mettre en place une plateforme numérique d'approvisionnement en circuits courts pour les producteurs et artisans
- Accompagnement collectif et réunions d'information en vue de professionnalisation
- Création et promotion de labels en circuits-courts
- Opération de promotion des produits et des savoir-faire locaux.
- Réunions d'information sur la valorisation des filières en circuits courts
- Etudes et outils de mutualisation en vue de regrouper les producteurs et artisans locaux.
- Promouvoir la reprise d'exploitations agricoles et forestières
- Opération de compostage de proximité

➤ Rénovation énergétique

- Actions visant à développer le chauffage des bâtiments et de production d'eau chaude à partir des ressources locales (système à granulés, bois, plaquettes, bûches, solaire thermique, géothermie, déchets...)
- Actions de sensibilisation et d'encouragement à la mise en place de systèmes collectifs de production d'énergie (ex : panneaux photovoltaïques)
- Rénovation énergétique des bâtiments accueillant du public ou d'un parc de bâtiments public
- Rénovation énergétique par des techniques d'éco construction dont l'utilisation d'isolants d'origine végétale, animale, ou issus du recyclage
- Actions de communication (réunions d'information) visant à sensibiliser les professionnels de la construction sur les matériaux propres (définition : ne sont pas des produits issus de l'industrie pétrolière, et leur fabrication n'est pas énergivore en CO2)
- Etude sur des nouveaux moyens d'économie d'énergies liées à la construction
- Regroupement des plateformes d'informations sur les techniques et les aides à l'éco-construction, la rénovation énergétique, et les énergies renouvelables
- Réunions d'information sur les techniques d'éco-construction, et l'utilisation des énergies renouvelables
- Etude pré-opérationnelle sur la mise en place de filières locales en termes de matériaux valorisant les ressources locales (exemple : isolant à base de paille).
- Favoriser l'éco construction dans la rénovation énergétique
- Etude pré-opérationnelle de dispositifs favorisant la maîtrise des dépenses énergétiques auprès d'un public vulnérable.
- Projets exemplaires dans le domaine de l'efficacité énergétique (hors gros œuvre).
- Projets collectifs de production d'énergie renouvelable.

➤ Tourisme

- Actions de communication pour la notoriété de notre territoire interne (habitant ambassadeur) et externe (plans de communication à visée nationale/ internationale)
- Rénovation d'infrastructures touristique ayant vocation à la pratique d'activités, l'hébergement et la restauration
- Création de produits touristiques nouveaux sur le territoire
- Développement de services itinérants pour la promotion et/ou la commercialisation des offres touristiques.
- Réunions d'information touristique (langues, techniques de ventes, accueil clientèle, promotion du territoire) visant le personnel d'accueil et d'animation
- Mise en place d'éduc'tours multithématiques pour accroître la connaissance interne de l'offre touristique
- Actions de sensibilisation des professionnels du tourisme sur le thème du tourisme d'affaire, séminaire.
- Rénovation et réhabilitation du patrimoine culturel sous ses formes variées.
- Rénovation et aménagement de sites de plein air ayant une valeur paysagère.
- Etudes prospectives ayant pour vocation l'anticipation du tourisme sur le territoire.
- Manifestations et événements faisant promotion du tourisme sur le territoire.
- Géo localisation et cartographie des points touristiques.
- Démarches qualité collectives et collaboratives visant l'obtention de labels.
- Création de nouveaux outils pour la promotion de l'offre touristique.

➤ Mobilité

- Actions d'animation et de communication (réunions d'information) visant à favoriser les modes de transport écologiques (y compris plan de communication, événementiel, challenge... afin de sensibiliser, mais aussi passer à l'action)
- Etude, mise en place et animation de plans de déplacements autour de la mobilité et des transports : Plans de Déplacements (Inter) Administrations/Entreprises, Plans de Déplacements des Etablissements Scolaires, Pédibus...
- Développement de la pratique du covoiturage spontané (mode de déplacement se rapprochant du stop, mais davantage sécurisé)
- Aménagement de pôles d'échanges multimodaux
- Etude (externe) pour la transformation d'un réseau de transports en commun municipal à un réseau intercommunal avec l'objectif de répondre aux besoins réels des usagers de la ville-centre et des communes périphériques
- Expérimentation d'un réseau de transports à la demande
- Expérimentation de navettes saisonnières
- Etude, création, communication et sensibilisation sur la création d'un parc de véhicules en auto partage (Minibus, VL, VL électriques, VAE...)
- Création d'outils numérique (application, site de réservation, « marque blanche ») pour l'amélioration de l'information liés aux transporteurs
- Etude, communication, sensibilisation et mise en place du développement de l'usage de Vélos à Assistance Electrique par un service de location
- Création d'une centrale de mobilité
- Création de services itinérants (cinéma, culture, informations touristiques, autres services de base)
- Etude (externe) pour la réalisation de liaisons douces (piétonnes et cyclistes)

➤ Economie

- Actions d'accompagnement et aides aux entreprises (mutualisation des structures d'accompagnement, journées collectives d'information, ...)
- Réalisation, aménagement, animation d'espace de travail collaboratif (hôtel d'entreprise tiers-lieux, espaces de co-working, matériels de visioconférence)
- Actions visant à l'amélioration du parcours marchand en centre-ville (signalétique – mobilier urbain – actions de communication, de valorisation des vitrines vides – site internet collectif...)
- Mise en place de réunions d'information / accompagnement en gestion d'entreprises (marketing, comptable, juridique, logistique, RSE)
- Projets exemplaires s'inscrivant dans une logique d'économie circulaire ou d'optimisation d'exploitation des ressources (développement durable).
- Sensibilisation et réunions d'information à destination des chefs d'entreprises sur les TIC et les avantages du e-commerce.
- Aide à la mise en place de filières de formation en lien avec les besoins du territoire.
- Expérimentation de formes d'organisation du travail innovantes sur le territoire.
- Mise en place d'une plateforme coopérative (physique ou virtuelle) afin de promouvoir les actions de coopérations entre entreprises : développement de spécialisation et complémentarité, RH (embauche en temps partagé...), comptabilité, marchés publics, secrétariat...
- Promouvoir et réaliser des actions d'aides à la création d'entreprise mais également l'accompagnement à la transmission / reprise
- Actions de communication visant à promouvoir nos entreprises locales (conception de support, frais d'impression, affranchissement, goodies, film, temps passé)
- Réalisation d'études de positionnement stratégique du développement économique du territoire à finalité collective
- Accompagnement au maintien des services de proximité dans les villages (épicerie multiservices et/ou tournées de commerçants)
- Participation à des salons, foires, événements de promotion des entreprises nationaux et internationaux (conception de support, frais d'impression, affranchissement, goodies, temps passé, film, frais de : déplacement, réception, d'inscription)

➤ Jeunesse

- Etudes et créations de systèmes de garde alternatif et de nouveaux services liés aux enfants
- Mise en place d'ateliers à destination des jeunes de moins de 20 ans en lien avec :
 - la transition écologique et énergétique ;
 - la transition numérique ;
 - les métiers de notre territoire.
- Réunions d'information des animateurs d'activités destinées aux jeunes de moins de 20 ans.
- Actions de sensibilisation des cantines aux produits locaux

➤ Silver économie

- Etudes sur des systèmes alternatifs à la maison de retraite
- Etudes et animation de projets de solidarité intergénérationnelle.
- Etudes préalables à la structuration d'une filière silver économie à l'échelle du pays d'ignois

- Aide au développement des compétences des artisans locaux par la création d'un label « artisan de la silver économie »
 - Mise en place d'une stratégie de communication territoriale ciblée seniors
 - Aide au développement d'une offre touristique et de loisirs adaptée à la clientèle senior
 - Aide à la création/fabrication de biens/d'objets/logiciels liés à la domotique des personnes âgées
 - Aménagement d'infrastructures collectives accueillant des seniors
 - Aménagement d'appartement témoin sur la domotique adaptée aux personnes âgées
 - Réunions d'information des aidants
 - Initiation de nos seniors à de nouvelles activités centrées sur le dialogue
- Sport, culture et patrimoine
- Manifestations et événements ayant pour objectif la promotion de la reprise des activités culturelles et/ou sportives du territoire dans le contexte post-crise sanitaire (dans la limite d'une édition par manifestation et/ou événement).
 - Création, aménagement et rénovation de lieux d'accueil d'activités culturelles et sportives mutualisés.
 - Actions pour favoriser la participation des habitants aux activités culturelles et/ou sportives du territoire (actions de communication, soutien en termes d'animation, outils mutualisés, achat et renouvellement de matériel collectif pour la pratique d'activités, développement de services en lien avec le sport-santé).
 - Rénovation, restauration, réhabilitation du patrimoine sous toutes ses formes (patrimoine matériel et immatériel, naturel et artificiel) dans une logique de valorisation, de communication et de sensibilisation de la population (hors gros œuvre)
 - Manifestations et événements ayant pour objectif de promouvoir ou d'éduquer au patrimoine du territoire sous toutes ses formes.
- Solidarité et participation citoyenne
- Accompagnement (externe) à la mise en place de stratégies de lutte contre l'isolement des populations rurales.
 - Animations, formations et stages ayant pour objectif la montée en compétence des acteurs sociaux du territoire en matière de lutte contre l'isolement en milieu rural.
 - Création aménagement et rénovation de lieux d'accueil, de rencontre et d'échange pour prévenir et/ou remédier à la rupture de lien social.
 - Création et structuration de réseaux favorisant l'émergence d'initiatives sociales en milieu rural pour lutter contre l'isolement de la population.
 - Opérations ayant pour objectif de faciliter l'accès à la formation et à la qualification des personnes en milieu rural.
 - Mise en place d'ateliers numériques s'adressant à différents types de publics, depuis l'initiation jusqu'à la formation plus spécialisée, en vue d'acquérir de nouvelles compétences et de pouvoir accéder à de nouveaux métiers.
 - Etudes, animation, communication et investissements pour la création de services essentiels dans les communes rurales (alimentation, santé, mobilité, culture...).
 - Expérimentation de démarches de participation citoyenne nouvelles sur le territoire.
 - Animations, formations et stages ayant pour objectif la montée en compétence des acteurs du territoire en matière de participation citoyenne.

- Création d'un espace physique et/ou dématérialisé dédié à la citoyenneté et aux projets participatifs.
- Création de médias (site, journal, etc.) à même de favoriser l'échange des points de vue, le partage d'expérimentation et la diffusion d'initiatives entre citoyens d'un territoire donné et d'un territoire à l'autre.

ARTICLE 3 : Dépenses éligibles

DEPENSES SUR FACTURE

- Etudes de préfiguration en lien avec l'opération
- Prestation de services et frais d'honoraires en accompagnement comptable, juridique, et technique
- Frais de réception
- Frais de communication (encart publicitaire, frais d'impression, affranchissement pour envoi en nombre, conception de supports de communication,), de promotion, d'information (guide, film, site internet...)
- Autres prestations de services : rénovation/ Aménagement de bâtiments (second œuvre), location de biens meubles ou immeubles.
- Investissements matériels

DEPENSES DE PERSONNEL

- Frais salariaux (primes, cotisations, avantages, taxes) liés au projet (sur justificatif du temps de travail)
- Frais de structure soit 15% des dépenses de personnels éligibles
- Frais de déplacements (selon le barème fiscal) et d'hébergement (remboursement sur frais réels ou au forfait)

ARTICLE 4 : Dépenses inéligibles

- Le bénévolat et les apports en nature
- Les dépenses relevant d'une autofacturation
- Les investissements de simple renouvellement de matériels existants
- Le matériel d'occasion
- Les coûts d'acquisition foncière et immobilière
- Les dépenses de construction, de rénovation, de réhabilitation et/ou de restauration de bâtiments portant sur le « gros œuvre »
- Les investissements de mise aux normes pour des normes déjà en vigueur
- Les dividendes
- Les intérêts moratoires
- Les droits de douanes

- Les dotations aux provisions
- Les charges financières (frais bancaire)
- Les frais liés aux accords amiables

ARTICLE 5 : Bénéficiaires éligibles

- Organismes publics
- Associations
- Coopératives d'entreprises (Agriculteurs, artisans, commerçants : SCIC, SCOP, CAE...)
- Chef d'exploitations (ATP, ATS), Cotisants solidaires
- GAEC, EARL, GIE, SCEA, EI
- Micro entreprises, Autoentrepreneurs, TPE et PME (selon la recommandation 2003/361/CE du 6 mai 2003)
- Groupement de partenaires publics et privés
- Structure porteuse du GAL

ARTICLE 6 : Autres conditions d'éligibilité

SEUIL ET PLAFOND D'ELIGIBILITE

- Pour être éligible, le projet doit respecter un **seuil minimum** de 5000 € de dépenses éligibles.
- **Plafond maximum d'écêtement** : 250 000 € de dépenses éligibles.

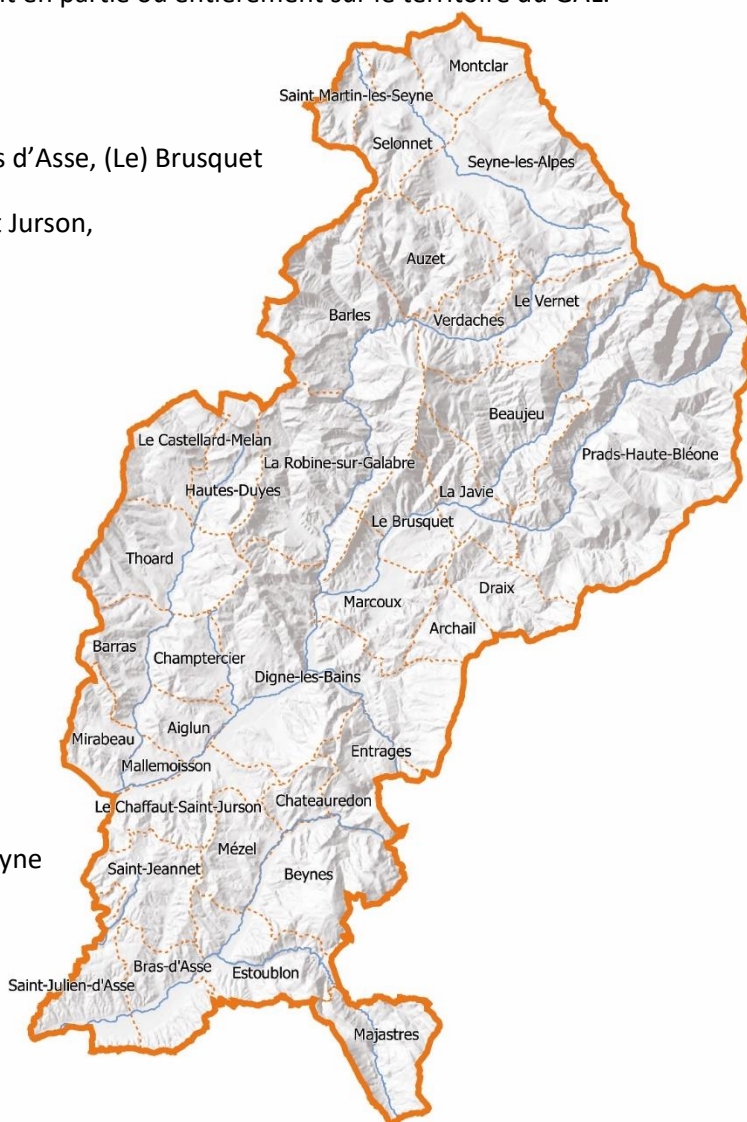
Attention : les dépenses éligibles sont déterminées lors de l'instruction. Le seuil est donc vérifié à cette étape et non lors du dépôt de dossier.

Le seuil est vérifié à nouveau lors de la demande de paiement.

ELIGIBILITE GEOGRAPHIQUE

Seules les actions ayant lieu sur ou bénéficiant au territoire au territoire du GAL Dignois sont éligibles, voir le périmètre indiqué sur la carte ci-dessous. Les projets de coopération doivent inclure des actions, retombées, livrables qui se déroulent en partie ou entièrement sur le territoire du GAL.

- A** Aiglun, Archail, Auzet
- B** Barles, Barras, Beaujeu, Beynes, Bras d'Asse, (Le) Brusquet
- C** Castellard Melan, (Le) Chaffaut Saint Jurson, Champtercier, Chateaudon,
- D** Digne Les Bains, Draix
- E** Entrages, Estoublon
- H** Haute Duyes
- J** (La) Javie
- M** Majastre, Mallemoisson, Marcoux, Mezel, Mirabeau, Montclar
- P** Prads Haute Bleone
- R** (La) Robine Sur Galabre
- S** Saint Jeannet, Saint Julien D'asse, Saint Martin Les Seyne, Selonnet, Seyne
- T** Thoard
- V** Verdaches, (Le) Vernet



ARTICLE 7 : Modalités de financement

ENVELOPPE FINANCIERE

L'enveloppe financière prévisionnelle FEADER affectée à cet appel à propositions, pour la mise en œuvre des projets de la fiche action N°8 « Coopération », est de 142 418,53 €.

Des contreparties financières nationales étant obligatoires, l'enveloppe financière globale prévisionnelle d'aides publiques pour la mise en œuvre des projets de la fiche action N°8 « Coopération », est de 237 364,22 €.

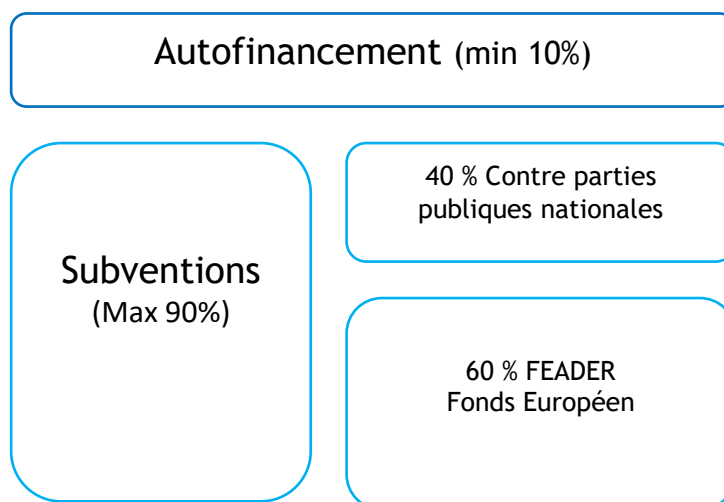
Les subventions seront octroyées jusqu'à épuisement de cette enveloppe. Au-delà de celle-ci, les projets ne pourront pas être programmés.

TAUX MAXIMUM D'AIDE PUBLIQUE ET PLAN DE FINANCEMENT

Un taux maximum d'intervention plafonne l'aide publique. Pour le programme LEADER l'aide publique est plafonnée à 90%.

Votre plan de financement sera donc constitué d'une **part d'autofinancement de 10% minimum** et d'une **part d'aide publique versée sous forme de subvention**.

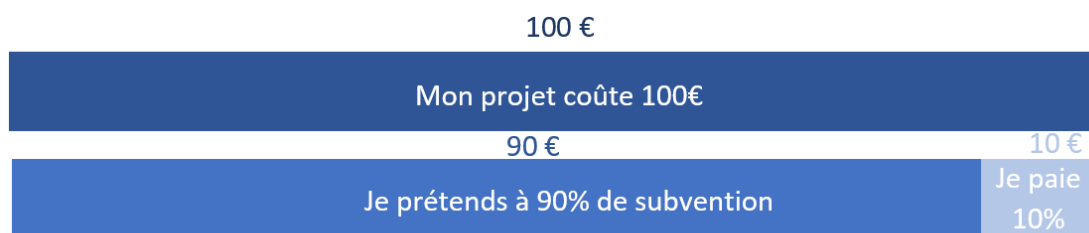
La subvention publique est subdivisée entre 60% de financement européen **FEADER** et 40% de **contreparties nationales** publiques (Conseil Régional, Conseil Départemental, Intercommunalité, Commune, etc.).



Les contreparties financières nationales sont sollicitées dans le même formulaire que la demande de subvention LEADER. Le GAL agit comme « guichet unique » et va directement solliciter d'autres financements nationaux. Vous êtes cependant libre de rechercher en amont d'autres financements publics et de nous l'indiquer lors du dépôt de votre dossier.

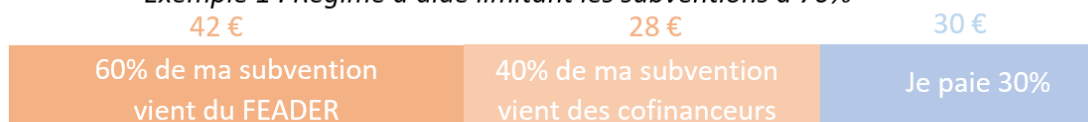
UNE DIFFERENCE ENTRE LE TAUX D'AIDE DEMANDE ET LE TAUX OBTENU

Le taux d'aides publiques demandé ne sera pas toujours celui obtenu. La réglementation européenne impose une modulation du taux d'aides publiques en fonction du type de projet, de la structure porteuse et de son champ d'intervention. Les taux d'aide sont définis lors de l'instruction et déterminés par le choix d'un « régime d'aides d'Etat » ou d'un règlement spécifique.



L'équipe technique applique le régime d'aide d'Etat correspondant

Exemple 1 : Régime d'aide limitant les subventions à 70%



Exemple 2 : Régime d'aide limitant les subventions à 90%



MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Le versement de l'aide ne se fait que sur la base des dépenses réalisées et sur présentation de factures acquittées. Vous devez donc faire l'avance de trésorerie. C'est la raison pour laquelle Leader évalue votre capacité d'avance de trésorerie au moment du montage de votre dossier. Elle doit être suffisante pour vous permettre de démarrer et mener votre projet sans le compromettre.

Acomptes : Vous avez la possibilité de demander au maximum deux acomptes pour vos dépenses acquittées. Ces derniers peuvent intervenir lorsque au moins 20% du montant des dépenses prévisionnelles a été payé. Les acomptes ne peuvent pas excéder 80% des dépenses prévisionnelles.

Solde : Une fois l'intégralité des dépenses réalisées, des factures acquittées et des contreparties publiques reçues, vous pouvez déposer la demande de paiement du solde de votre subvention.

ARTICLE 8 : La sélection des dossiers

La sélection du projet se fait en deux étapes :

LORS DE LA PHASE D'OPPORTUNITÉ

Votre fiche projet et les documents que vous souhaitez joindre seront présentés puis analysés par le Comité de programmation. Ce dernier va juger votre projet sur la base d'une **grille d'opportunité** dont les critères sont :

- **La pertinence territoriale du projet**
- **La cohérence avec la stratégie du GAL**
- **La performance et la faisabilité du projet**

Pour se prononcer sur ces critères, le Comité de Programmation pourra également s'appuyer sur des expertises techniques. Vous êtes invités à présenter votre projet lors de ce Comité. Les membres du Comité de programmation rendent **un avis d'opportunité** sous 3 modalités :

- **Favorable**
- **Favorable sous réserve**
- **Défavorable**

LORS DE LA PHASE DE SÉLECTION

L'équipe LEADER instruit, puis note votre projet sur la base de la **grille de sélection** :

Critères	Aspects évalués	Notation
Fondamentaux LEADER	<ul style="list-style-type: none"> • Caractère innovant • Caractère partenarial 	/30 pts
Qualité du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens humains affectés à l'opération • Pérennité du projet • Calendrier de mise en œuvre • Création d'emplois 	/50 pts
Performance et faisabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Typologie du projet • Implication des acteurs du territoire • Rayonnement du projet • Démarche écoresponsable 	/40 pts

Note minimale à atteindre : 40/120 points.

En parallèle, elle sollicite des cofinanceurs pour intervenir en contrepartie du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural).

Le Comité de programmation va prendre connaissance de votre note, constater le cofinancement de votre projet et décider de programmer votre dossier en vous attribuant un financement FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural).

PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS

Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, les membres du Comité de programmation qui sont porteurs d'un projet ou impliqués dans la gouvernance d'une structure candidate, ne prendront part ni aux discussions, ni au vote du projet.

Par ailleurs, tous les membres du Comité de programmation s'engagent à ne pas être en conflit d'intérêts avec le projet ou le porteur au moment du vote.

COMPOSITION DU COMITE DE PROGRAMMATION

Le Comité de programmation est l'instance décisionnaire du GAL, il se compose de 38 membres : 19 titulaires et 19 suppléants.

Il est constitué d'un collège public et d'un collège privé. Le collège privé représente plus de 50% des membres.

Collège public :

- 6 titulaires, conseillers communautaires de la **communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération** ou conseillers municipaux, et 6 suppléants
- 1 représentant de la **chambre d'agriculture** et 1 suppléant.
- 1 représentant de la **chambre de commerce et d'industrie** et 1 suppléant.
- 1 représentant de la **chambre des métiers et de l'artisanat** et 1 suppléant.

Collège privé :

- 2 membres du secteur « **agricole** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **entreprise** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **associatif** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **tourisme** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **citoyen** » et 2 suppléants

ARTICLE 9 : Modalités de l'appel à propositions

La publicité de l'appel à propositions LEADER 2014-2020 se déroule du 7 juin au 13 décembre 2021. Durant cette période, les documents utiles à la constitution des dossiers seront mis en ligne sur le site Internet : <https://www.provencealpesagglo.fr/groupe-daction-locale-dignois/>

Les dates de réception des fiches projet sont le 9 juillet, le 6 septembre, le 4 octobre, le 8 novembre et le 13 décembre 2021 inclus. Ces dernières doivent être transmises en version informatique et papier : remise en mains propres ou par courrier (cachet de la poste faisant foi).

Il est vivement recommandé de contacter l'équipe technique avant le dépôt du dossier pour avoir un premier échange sur le projet.

Remise des fiches projet :

En mains propres :
42 av François Cuzin
04000 DIGNE LES BAINS

Par courrier :
Provence Alpes Agglomération - GAL Dignois
4 rue Klein
BP 90153
04990 DIGNE LES BAINS Cedex

Par courriel :
leader.dignois@provencealpesagglo.fr

CONTENU DU DOSSIER :

Les porteurs de projet candidats doivent a minima fournir la **fiche projet** demandée :

Fiche projet : <https://www.provencealpesagglo.fr/wp-content/uploads/2021/05/Fiche-Projet-Cooperation-GAL-Dignois-2021.docx>

Ils peuvent y joindre tout élément permettant aux membres du Comité de programmation de mieux juger le projet.

ARTICLE 10 : Engagements des candidats

Tout candidat déposant un dossier dans le cadre de cet appel à propositions, dans le cas où son projet serait retenu, s'engage à :

- Accepter sans réserve le présent règlement.
- Ne pas avoir commencé le projet avant la date indiquée dans le courrier d'accusé de réception de la demande de subvention.
- Commencer le projet dans le délai maximal fixé par la convention d'attribution de l'aide.
- Informer régulièrement le GAL de l'avancée du projet.
- Associer le GAL Dignois à toute opération de communication relative au projet, mentionner le nom des financeurs, respecter des règles européennes de publicité.
- Se soumettre aux éventuelles procédures de contrôles.
- Archiver le dossier et maintenir l'investissement pendant 5 ans après le paiement du solde.
- Remettre un rapport d'exécution à la fin du projet.

CONTACT

Pour toute information, nous vous invitons à contacter l'équipe technique du GAL Dignois :

Penelope GUIDI **Animatrice**

06.78.65.46.83 - 04.92.61.66.56

penelope.guidi@provencealpesagglo.fr

Mathilde SIRE **Gestionnaire**

06.31.63.10.11 - 04.92.61.66.56

mathilde.sire@provencealpesagglo.fr

ADRESSE POSTALE

Provence Alpes Agglomération
4 rue Klein
BP 90153
04990 - DIGNE LES BAINS Cedex

NOS BUREAUX

42 av François Cuzin
04000 - DIGNE LES BAINS

SITE INTERNET

<https://www.provencealpesagglo.fr/groupe-daction-locale-dignois/>